

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ LORGUES



PUBLICITÉS



PRÉENSEIGNES



ENSEIGNES

Note afférente à l'enquête publique
et mention des textes régissant
l'enquête publique

Conformément à la législation, le dossier d'enquête doit comporter la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.

Textes régissant l'enquête publique

L'élaboration du Règlement Local de Publicité est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre 3 du Titre 2 du Livre 1er du Code de l'environnement. Plus précisément, l'enquête publique est régie par les textes suivants :

- les articles L.123-1 à L.123-2 et R.123-1 concernant le champ d'application et l'objet de l'enquête publique.
- les articles L.123-3 à L.123-19 ainsi que R.123-2 à R.123-27 concernant la procédure et le déroulement de l'enquête publique.

Insertion de l'enquête publique dans la procédure administrative

Les principales étapes procédurales d'élaboration du règlement local de publicité (RLP) de la commune de Lorgues sont les suivantes :

- Délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité (RLP).
- Délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2023 tirant simultanément le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Règlement Local de Publicité.
- Décision de la Présidente du Tribunal administratif de Toulon en date du 11 octobre 2023, désignant Monsieur Jean Christophe DELHAYE en qualité de commissaire-enquêteur.
- Arrêté municipal portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de Règlement Local de Publicité en date du 25 octobre 2023.

Le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité est soumis à enquête publique par le Maire dans les formes prévues par les articles R.123-7 à R.123-21 du Code de l'environnement. Cette enquête publique intervient avant l'approbation du Règlement Local de Publicité et permet au public de consulter l'ensemble des pièces du dossier.

Ainsi, chacun peut faire part de son avis sur le projet et prendre connaissance du document d'urbanisme.

L'enquête publique se déroulera en **Mairie, Cours de la République, 83510 Lorgues, aux horaires d'ouverture habituels à savoir : du lundi au jeudi : de 08h30 à 12h et de 13h30 à 17h le vendredi : de 08h30 à 16h30.**

Décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête

Au terme de l'enquête publique, le commissaire enquêteur transmet son rapport au maître d'ouvrage dans un délai d'un mois. Ce rapport contient les observations recueillies lors de l'enquête publique ainsi que les conclusions du commissaire enquêteur. Il est assorti d'un avis favorable ou non, avec ou sans réserve. L'avis a pour but d'éclairer l'autorité compétente pour prendre la décision. À la suite de l'enquête publique, le projet de Règlement Local de Publicité pourra être amendé pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du commissaire enquêteur dans le respect du cadre réglementaire et sans pouvoir remettre en cause l'économie générale des documents. Le dossier sera alors proposé à l'approbation du Conseil municipal.

Autorité compétente pour prendre les décisions d'approbation

Au terme de l'enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement, le Règlement Local de Publicité est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunal ou dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article L.153-8, le Conseil Municipal. En l'occurrence, l'autorité compétente pour approuver le projet de RLP est la commune de Lorgues.

Objet de l'enquête Publique

Il sera procédé à une enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Lorgues.

Coordonnées du maitre d'ouvrage

Mairie de Lorgues, Cours de la République, 83510 Lorgues

Les informations relatives à ces dossiers peuvent être demandées auprès de Madame Christine BURGIO, Service de l'urbanisme (urba@lorgues.fr).

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE DU RLP

I. Contexte

L'implantation des dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes est régie au niveau national par le Code de l'Environnement.

La Loi de 1979 a instauré la première réglementation d'ensemble de l'affichage publicitaire extérieur et des enseignes. Elle intégra dans le Code de l'Environnement les règles applicables aux dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique afin d'assurer la protection du cadre de vie tout en réaffirmant le principe de la liberté d'expression.

Le RLP fixe, secteur par secteur, les obligations en matière d'affichage publicitaire. Il vise à ajuster la réglementation nationale aux enjeux paysagers, touristiques et économiques de chaque territoire. Il définit des règles permettant de protéger le patrimoine et le cadre de vie tout en maintenant pour les entreprises des possibilités de communiquer.

Dans ce contexte, la commune de Lorgues a décidé d'élaborer un premier RLP par délibération le 29 septembre 2020.

Néanmoins, la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 et son **décret d'application du 30 janvier 2012 à profondément changé la réglementation nationale de la publicité extérieure et des enseignes**, afin de rendre la publicité plus qualitative et plus respectueuse du cadre de vie des habitants, tant en termes de nuisances visuelles que de dégradation du paysage :

- La publicité et les pré-enseignes sont interdites hors agglomération ;
- La notion de pré-enseignes dérogatoires est devenue plus restrictive (application immédiate depuis le 13/07/2015) ;
- Les formats et hauteurs des différents dispositifs sont réduits ;
- Des modalités d'implantations y sont définies ;
- La notion de densité est introduite pour les dispositifs classiques scellés au sol et muraux ;
- Un régime d'autorisation est créé pour les bâches ;
- Des mesures d'extinction des dispositifs lumineux et de luminance sont prévues afin de réduire la consommation d'énergie et les nuisances visuelles ;

C'est pourquoi, la commune souhaite adopter une réglementation en accord avec les orientations de cette loi.

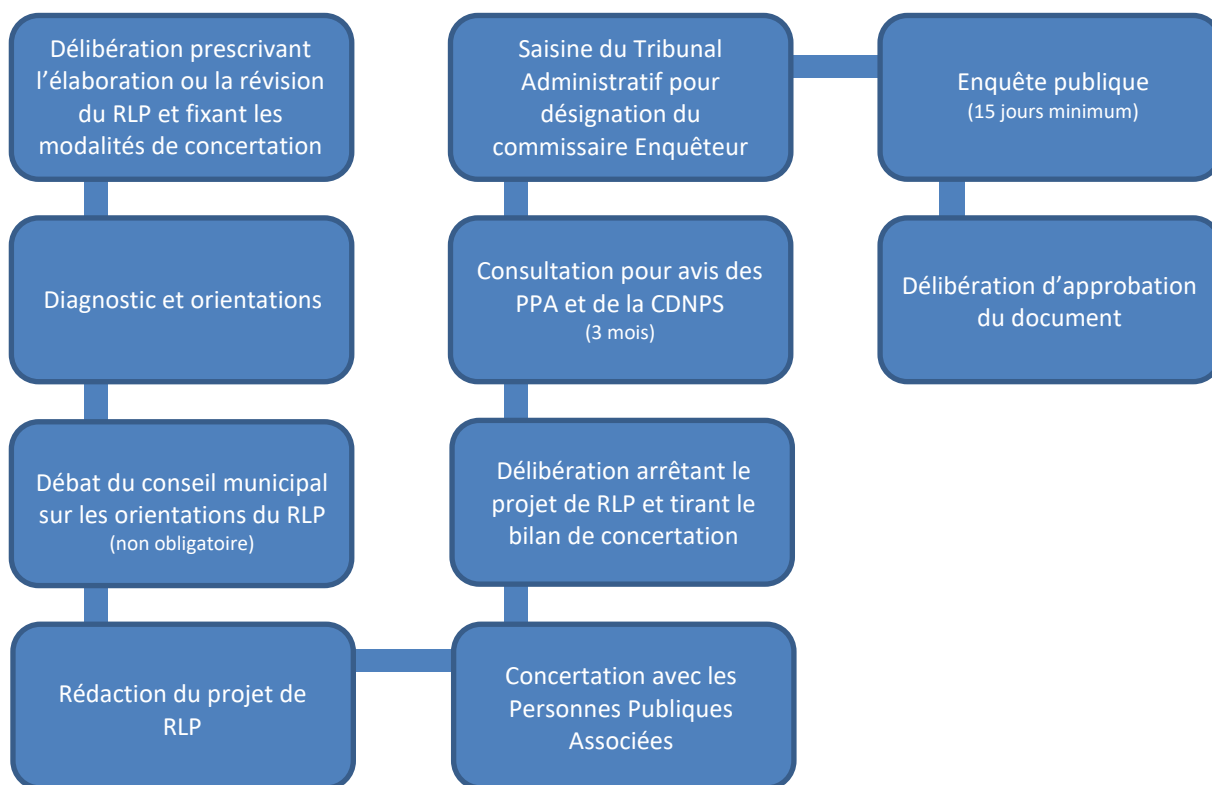
II. Objectifs

L'élaboration du RLP de Lorgues est ainsi l'occasion de répondre à plusieurs objectifs :

- **Préserver et améliorer le cadre de vie et la qualité des paysages** de la Commune en limitant et en réglementant les implantations de dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes, mais aussi de favoriser leur harmonie et leur cohérence,
- **Protéger l'image du territoire en tenant compte du patrimoine bâti et naturel**, et notamment le castrum et le centre-ville par une réflexion sur la place des enseignes
- **Préserver les zones peu touchées par la pression publicitaire** comme les zones résidentielles ou les quartiers pavillonnaires,
- **Protéger les entrées de ville**, première image du territoire et l'ensemble des axes structurants, **plus particulièrement la RD10 et la RD562**, notamment en matière de publicité et pré-enseignes,

III. Procédure

L'élaboration d'un Règlement Local de Publicité est identique à la procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.



Par délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2020, la Commune de Lorgues a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité. Cette délibération a été notifiée aux personnes publiques associées.

Première phase : Concertation auprès de la population, afin de l'associer à la l'élaboration du RLP

Les modalités de concertation étaient les suivantes :

- Mise à disposition du public et des personnes concernées d'un registre permettant de formuler les observations et propositions tout au long de la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité
- Mise à la disposition du public et des personnes concernées d'un site internet permettant de formuler des observations et proposition tout au long de la procédure
- Organisation d'une réunion publique

La population ainsi que les personnes intéressées ont ainsi pu, de manière continue, suivre l'évolution du dossier et prendre connaissance des différents documents en lien avec la présente élaboration.

A la fin de la période de concertation, une réunion publique a eu lieu le **15 mai 2023**. A cet effet de nombreux courriers d'invitation à destination des professionnels ont été envoyés au préalable. L'ensemble de ses moyens de concertation est détaillé dans le bilan de concertation.

Deuxième phase : Élaboration du projet de règlement

Pendant l'élaboration et à la suite des enjeux déterminés dans le diagnostic, les orientations du projet de RLP ont été définies :

Orientation 1 - Préserver et mettre en valeur l'identité de Lorgues, ses richesses paysagères et patrimoniales

- Maintenir l'interdiction d'affichage publicitaire mural au sein du Site Patrimonial Remarquable.
- Promouvoir une identité des enseignes dans le centre-historique ;
- Limiter la pollution lumineuse et les consommations d'énergie en définissant une plage d'extinction nocturne adaptée aux publicités et enseignes lumineuses ;

Orientation 2 – Valoriser les paysages urbains et la qualité du cadre de vie quotidien

- Limiter l'emprise visuelle des publicités murales et des enseignes le long des axes routiers structurants (D562, D10)
- Maintenir un cadre de vie apaisé au sein des quartiers d'habitat et le long des axes secondaires en limitant la place de la publicité, des enseignes et les formats autorisés ;
- Améliorer l'intégration urbaine des enseignes sur le reste du territoire communal : encadrer leur nombre, format et qualité.
- Réduire l'empreinte visuelle de certaines enseignes sur le reste du territoire communal, notamment aux abords des grands axes de traversée communal (D562, D10)

Orientation 3 – Assurer la visibilité des activités économiques et culturelles locales

- Développer/améliorer la Signalétique d'Information Locale (S.I.L) pour les activités peu visibles des axes principaux ;
- Conserver la possibilité d'installer du mobilier d'information municipale, qui pourra éventuellement recevoir une face publicitaire nécessaire à la gestion de ces supports ;
- Dé-densifier l'affichage extérieur sur les pôles d'activités en limitant le nombre d'enseigne, tout en adaptant les formats à la vocation de ces zones ;

Ensuite le projet de Règlement Local de Publicité a été élaboré au sein de réunions techniques et de comité de pilotage. Les personnes publiques associées ont également pu émettre leurs remarques sur le projet de RLP lors d'une réunion spécifique organisée le 23/03/2023.

Troisième phase : Le projet de règlement

Les grands principes du projet de règlement ont été définis dans le respect des objectifs et des orientations. Le règlement national de publicité (RNP) est le cadre général que le règlement local de publicité (RLP) peut préciser sans assouplir.

Dans ce cadre, 5 zones de publicité ont été définies dans ce RLP :

- ZP1 : Le centre historique
- ZP2 : Le centre-ville élargi
- ZP3 : Les pôles d'activités
- ZP4 : Les quartiers à dominante résidentielle
- ZP5 : Les espaces hors agglomérations

Les principales règles applicables à la publicité, retenues dans le projet de RLP :

Les possibilités d'installations de publicités sont déjà fortement limitées sur le territoire communal.

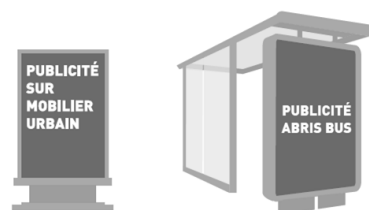
En effet, le code de l'environnement interdit l'affichage publicitaire scellé au sol (hors préenseignes dérogatoires) dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants (article R.581-31), cas de la commune de Lorgues.

Dans ce contexte et afin de maintenir un équilibre entre préservation du paysage et dynamisme économique, la commune, au travers de son nouveau projet de RLP permet :

- Le maintien de la **publicité sur mobilier urbain** sur toute la commune en dehors du centre historique (ZP1), pour des raisons d'affichage évènementiel notamment.

Afin de limiter sa présence dans le paysage, la publicité supportée par du mobilier urbain est admise dans les secteurs agglomérés, sous réserve :

- Que sa surface unitaire n'excède pas 2m² ;
- Que son affichage soit uniquement sur abri bus dans le périmètre de Site Patrimonial Remarquable (SPR).



- L'affichage de **publicités, préenseignes murales** dans les secteurs économiques et le long des axes de traversées de la commune sont autorisées (en dehors du SPR), dans la limite de 1 m².
- L'**affichage de préenseignes temporaires**, sont maintenues selon les règles du code de l'environnement. Celles-ci peuvent signaler des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ou des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation,

location et vente installées pour plus de trois mois. Elles sont admises dans la limite d'un mètre de hauteur et 1,50 mètre en largeur et leur nombre doit être limité à quatre par opération ou manifestation.

En dehors de ces exceptions, les autres formes de publicités et préenseignes sont interdites dans l'ensemble des 5 zones.

Les principales règles applicables aux enseignes, retenues dans le projet de RLP :

L'ensemble des règles imposées dans le règlement vont dans le sens d'une recherche d'harmonisation et de qualité des enseignes. Elles visent à répondre aux objectifs fixés suivants :

- Maintenir une qualité d'enseignes dans le centre village ;
- Encadrer les enseignes dans les pôles d'activités et accompagner de façon qualitative le développement de ces zones ;
- Réduire l'empreinte visuelle de certaines enseignes sur le reste du territoire communal, notamment aux abords des axes de traversée communale.

Pour répondre à ces objectifs, le RLP prévoit sur l'ensemble du territoire communal :

➤ L'interdiction d'enseignes spécifiques, peu adaptées au contexte communal ;

Le RLP interdit plusieurs dispositifs dont l'installation est estimée comme très souvent peu qualitative. Afin d'éviter l'installation de ceux-ci, le RLP interdit en particulier sur l'ensemble de la commune :

- Les enseignes sur les arbres ;
- Les enseignes en toiture ou terrasse en tenant lieu ;
- Les enseignes sur les garde corps de balcon ou balconnet ;
- Les enseignes numériques ;
- Les enseignes permanentes sur support souple (bâches, banderoles, oriflammes, etc ...) ;
- Les enseignes sur clôture non aveugle ;
- Les photographies (illustrant les menus notamment), sont interdites sur les enseignes dites secondaires (latérales) ;

➤ Des modalités d'intégration architecturale des enseignes ;

➤ Des horaires d'extinctions nocturnes lorsque l'activité a cessée (23h à 7h) ;

➤ Des règles encadrant les enseignes temporaires dans leur format ;

➤ Un nombre maximum d'enseigne par activité ;

La profusion d'enseignes impacte souvent la qualité de perception du paysage urbain et fait perdre de la lisibilité aux différentes informations associées. Afin de libérer l'espace visuel et de conserver une certaine lisibilité des espaces et des façades, le RLP encadre strictement le nombre d'enseignes par activités et par type de dispositif. Un compromis est trouvé entre encadrement et marge de manœuvre laissé aux acteurs économiques pour se signaler.

➤ **Des règles de format, d'implantation et d'aspect pour chaque catégorie d'enseigne :**

- Enseigne apposée à plat ou parallèlement à un mur de façade ;
- Enseigne apposée perpendiculaires à un mur ;
- Enseigne scellée au sol ;
- Enseigne apposée au sol ;
- Enseigne sur store, auvent, marquise ;

Quatrième phase : Arrêt du projet de règlement le 30/06/2023

Le Conseil est invité à tirer le bilan de la concertation et à arrêter le projet de règlement local de publicité, conformément aux dispositions combinées du Code de l'environnement et du code de l'urbanisme.

Le dossier définitif du projet de Règlement Local de Publicité, tel qu'arrêté par le Conseil Municipal sera tenu à la disposition du public en Mairie de Lorgues, aux horaires habituels d'ouverture du public. (Article L.103-6 et suivants du Code de l'urbanisme).

Cinquième phase : Avis des PPA et de la CDNPS

Conformément aux dispositions des articles L. 153-16, L. 153-17 et L. 132-12 du Code de l'urbanisme, le projet de Règlement Local de Publicité arrêté sera communiqué pour avis :

1. Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme,
2. Aux communes limitrophes qui ont demandées à être consultées,
3. Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressé qui ont demandé à être consultés.

Conformément aux dispositions de l'article L581-14-I du Code de l'environnement, le projet de Règlement Local de Publicité arrêté sera communiqué pour avis à la Commission Départementale compétente en matière de Nature, de Paysage et des Sites (CDNPS).

Sixième phase : Enquête publique

Le dossier arrêté par le Conseil Municipal sera soumis après avis des PPA et de la CDNPS, à enquête publique. Le commissaire enquêteur rendra ensuite son avis.

Septième phase : Approbation du RLP

Le Conseil Municipal approuvera ensuite le Règlement Local de Publicité au 1^{er} trimestre 2024.